



Guide 4 Alimentation saine

Coffre à outils municipal



Bleu Terre

Protéger la santé humaine

Coffre à outils municipal Bleu Terre

Les citoyennes et citoyens du Canada sont fiers de leurs paysages naturels, de leurs riches écosystèmes et de leur faune. Leur constitution ne mentionne toutefois aucunement les droits et les responsabilités en matière d'environnement. Les municipalités partout au pays reconnaissent et soutiennent le droit de leurs résidents à un environnement sain. Par l'adoption de la déclaration Bleu Terre, plus de 150 administrations municipales appuient dorénavant le droit à de l'air et à de l'eau propres, à des aliments sains, à un climat stable et d'émettre leur opinion quant aux décisions qui touchent leur santé et leur bien-être.

Pour certaines municipalités, adopter la déclaration Bleu Terre constitue une affirmation claire à propos des initiatives environnementales déjà en cours. Pour d'autres, il s'agit d'une étape importante. Dans tous les cas, une fois la déclaration adoptée, toutes se demandent quelle est la suite des choses.

Ce coffre à outils fournit des idées pratiques pour passer aux étapes suivantes. Son introduction et ses 13 guides téléchargeables couvrent des sujets relatifs à la santé humaine, aux collectivités vertes et à un avenir sobre en carbone. Rédigés pour les décideurs, ces guides présentent des exemples de politiques et de projets mis en œuvre dans des collectivités au Canada et ailleurs dans le monde. Ces documents visent à informer, à inspirer et à partager de bonnes idées et d'excellentes pratiques qui formeront des collectivités plus saines, plus durables, maintenant et à l'avenir.

Voici les guides offerts:

Introduction au Coffre à outils municipal Bleu Terre

Protéger la santé humaine

- Guide 1: Qualité de l'air
- Guide 2: Eau propre
- Guide 3: Environnement non toxique
- Guide 4: Alimentation saine

Créer des collectivités écolos

- Guide 5: Accès à des espaces verts
- Guide 6: Protection et restauration de la biodiversité
- Guide 7: Déchet

Bâtir un avenir sobre en carbone

- Guide 8: Transition vers des énergies entièrement renouvelables
- Guide 9: Bâtiments écologiques
- Guide 10: Transports durables
- Guide 11: Économie verte
- Guide 12: Adaptation aux changements climatiques
- Guide 13: Empreinte écologique et aménagement du territoire

Pour poursuivre la lecture sur les mesures municipales en matière de droits environnementaux et pour consulter tous les guides du Coffre à outils Bleu Terre, rendez-vous au <http://bleutterre.ca/coffre-outils-municipal-bleu-terre/>. Pour en apprendre davantage sur le mouvement Bleu Terre et le travail effectué à l'échelle municipale, provinciale et fédérale, visitez le www.bleutterre.ca.

Les collectivités de toute taille et tous les ordres de gouvernement doivent prendre les mesures nécessaires pour assurer un environnement sain. Ce coffre à outils aide les municipalités à continuer d'ouvrir la voie.

Remerciements

Ce projet est le fruit d'une collaboration entre les auteurs Andhra Azevedo, David Richard Boyd et Alaya Boisvert, et compte également la participation de nombreuses autres personnes. Les auteurs souhaitent remercier particulièrement Cheeying Ho, Deborah Curran, Don Lidstone, John Purkis, Michelle Molnar, Nina Winham, Pierre Sadik, Rachel Plotkin et Margot Venton pour leurs révisions et leurs commentaires fort utiles.



David
Suzuki
Foundation

Fondation
David
Suzuki

Guide 4: Alimentation saine

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a établi que la sécurité alimentaire pourra exister lorsque « toute la population a en tout temps un accès matériel et socioéconomique garanti à des aliments sans danger et nutritifs en quantité suffisante pour couvrir ses besoins alimentaires, répondant à ses préférences alimentaires, et lui permettant de mener une vie active et d'être en bonne santé ». ¹ Les municipalités peuvent accroître la sécurité alimentaire en soutenant la production locale, la distribution et l'approvisionnement de nourriture, et en contribuant à des programmes pour assurer l'accès des ménages à faible revenu à des aliments sains. Un sondage transcanadien de 2013 a révélé qu'au moins 64 municipalités locales et régionales élaboraient des politiques, des programmes et des projets de la société civile à l'échelle municipale pour des systèmes alimentaires sains. ²

Exemples canadiens de bonnes pratiques

a. Toronto

- i. **Contexte:** Le Conseil de la politique alimentaire de Toronto existe depuis 1990. Sa position au sein de l'administration municipale lui permet de présenter des motions au Bureau de santé. Le Conseil a également ajouté du contenu aux stratégies et influencé les lois sur les terrasses-jardins et l'approvisionnement en aliments locaux. Le CPAT a soutenu le Conseil jeunesse de la politique alimentaire afin de mobiliser les jeunes, il a plaidé en faveur de la Loi sur les aliments locaux de l'Ontario et+ travaillé à la mise en œuvre du plan d'action GrowTO Urban Agriculture. En 2010, la municipalité a adopté la stratégie alimentaire de Toronto en mettant l'accent sur les communautés saines.
- ii. **Initiatives:** Les programmes de stratégie alimentaire de Toronto comptent un approvisionnement alimentaire global (créant un système de commande en ligne complet pour accroître l'accessibilité alimentaire des agences publiques et privées); une plus grande accessibilité à la nourriture grâce à la création d'épicerie de quartier offrant des aliments santé; un programme Community Food Works pour fournir une formation aux résidents à faible revenu; un marché mobile d'alimentation saine (Mobile Good Food Market); et la cartographie de l'accessibilité à des aliments sains. ³ La municipalité étudie la possibilité de développer davantage de « cultures ethniques » dans la région du grand Toronto (p. ex., l'okra et le melon amer). Le CPAT a également collaboré avec le Service des parcs pour créer des guides sur la sécurité des sols dans les potagers urbains. ⁴ L'Office de protection de la nature de Toronto et de la région a une politique d'agriculture urbaine durable et loue actuellement des terres à quatre projets de fermes urbaines. Le plan officiel de Toronto

1 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, « Statistiques de sécurité alimentaire », 2015, <http://www.fao.org/economic/ess/ess-fs/fr/>.

2 Rod MacRae et Kendal Donahue, *Municipal Food Policy Entrepreneurs*, 2013, http://capi-icpa.ca/pdfs/2013/Municipal_Food_Policy_Entrepreneurs_Final_Report.pdf.

3 Ville de Toronto, *Toronto Food Strategy*, 2015, <http://www.toronto.ca/legdocs/mmis/2015/hl/bgrd/backgroundfile-80219.pdf>.

4 Ville de Toronto, *Toronto Food Strategy: 2013 Update*, 2013, <http://www.toronto.ca/legdocs/mmis/2013/hl/bgrd/backgroundfile-62765.pdf>.



considère les potagers communautaires et l'agriculture urbaine comme étant des espaces verts, des services communautaires et des domaines publics.⁵

b. Montréal:

- i. **Initiatives:** Montréal autorise les potagers communautaires sur tout son territoire. La municipalité facilite le jardinage communautaire en fournissant des services de réparation et de gestion des déchets, et préserve les potagers en les plaçant dans des zones de parcs protégés. Les arrondissements gèrent les potagers et organisent des ateliers avec des experts du jardinage. Chaque jardinier paie 10 \$ par année pour l'utilisation d'un petit potager. Le comité des potagers s'occupe d'établir le prix des outils et des activités. Des programmes éducatifs publics et des lots à jardiner pour jeunes sont soutenus par un service botanique.⁷ Les produits des potagers sont partagés avec les habitants des quartiers à faible revenu et 10 000 jardiniers communautaires.
- ii. **Résultats:** Montréal a le programme de potagers communautaires le plus important au Canada. Il comptait d'ailleurs 97 potagers communautaires dans la ville en 2013. La municipalité a protégé les deux tiers de ses potagers dans des zones de parcs.⁸

c. Edmonton

- i. **Initiatives:** Edmonton a adopté une initiative de politique alimentaire dirigée par la municipalité en 2011. La Food and Urban Agriculture Strategy est un mélange de politiques et de programmes de réglementation. Elle comporte des initiatives de planification pour protéger les terres agricoles, créer des centres alimentaires et des cuisines commerciales, améliorer les marchés maraîchers, et élaborer une politique d'approvisionnement alimentaire et un mode d'étiquetage.⁹ Edmonton a approuvé l'apiculture urbaine avec permis, lancé un projet pilote pour des poules en milieu urbain et proposé des changements de zonage pour l'agriculture urbaine. La municipalité prévoit évaluer et cartographier le système alimentaire.¹⁰

d. Thunder Bay

- i. **Initiatives:** La municipalité a adopté une Food Charter (charte alimentaire) créée par l'organisme sans but lucratif Food Action Network qui compte de nombreux programmes alimentaires, dont des programmes de repas en milieu scolaire; des cuisines et des potagers communautaires; un programme Un rang pour ceux qui ont faim (les jardiniers cultivent un

5 Le Conseil de la politique alimentaire de Toronto, growTO: An Urban Agriculture Action Plan for Toronto, 2012, http://tfpc.to/wordpress/wp-content/uploads/2012/08/GrowTO_ActionPlan_Oct161.pdf.

6 Ville de Montréal, Règlement de zonage, 2010, <http://ville.montreal.qc.ca/sel/sypre-consultation/afficherpdf?idDoc=23689&typeDoc=1>.

7 Deloitte, Best Practices in Local Food: A Guide for Municipalities, 2013, <https://www.amo.on.ca/AMO-PDFs/Reports/2013/2013BestPracticesinLocalFoodAGuideforMunicipalitie.aspx>.

8 Idem.

9 Ville d'Edmonton, Fresh: Implementation Plan, 2013, http://www.edmonton.ca/city_government/documents/PDF/FINAL_IP_fresh_Apr_17_2013.pdf.

10 Ville d'Edmonton, Fresh: Food and Urban Agriculture Strategy.



rang de plus dans leur potager et donnent les produits à une banque alimentaire locale); et des programmes de partage de cours. Le programme de glanage, en partenariat avec le Food Action Network, fournit le transport gratuit à des familles à faible revenu pour qu'elles puissent visiter des agriculteurs après leur première récolte et vente de produits, et cueillir des fruits et légumes gratuitement. La municipalité a récemment adopté un plan de mise en œuvre pour une stratégie alimentaire, laquelle comporte de nouvelles priorités, comme la cartographie de l'accès à la nourriture.¹¹

e. Autres idées intéressantes

- i. La politique d'approvisionnement en aliments durables de Markham, en partenariat avec Local Food Plus, visait l'achat de 10% de denrées alimentaires locales durables la première année, et une augmentation annuelle de 5% pour atteindre l'objectif de 30%. En 2012, soit la troisième année, le programme avait déjà atteint les 25% en approvisionnement d'aliments locaux.¹²
- ii. La Food Charter de Vancouver est un système hybride, avec des partenariats entre des groupes de la société civile et le gouvernement. Vancouver a établi de nouveaux potagers communautaires, créé des programmes d'approche culturels, fourni des arbres fruitiers gratuits et développé 12 réseaux alimentaires de quartier. De 2010 à 2014, Vancouver a augmenté ses actifs alimentaires de 36%.¹³

Exemples internationaux de bonnes pratiques

f. San Francisco: Programme d'agriculture urbaine

- i. **Initiatives:** San Francisco a modifié son programme d'agriculture urbaine pour mettre en place un code administratif en 2011. Le programme d'agriculture urbaine, créé par une ordonnance, établit des objectifs clairs avec des échéances pour l'achèvement de la vérification, des mesures incitatives visant les propriétaires pour établir une agriculture urbaine temporaire et une application rationalisée de l'agriculture urbaine. La municipalité avait également créé 10 nouveaux projets avant 2014 et fourni des centres de ressources pour le jardinage.¹⁴ Le programme d'agriculture urbaine de San Francisco a fait de la municipalité la première zone d'encouragement à l'agriculture urbaine. Les propriétaires de San Francisco peuvent donc soumettre des demandes au commissaire agricole de l'État afin

11 Thunder Bay District Health Unit, « Food Security Programs ».

12 Ville de Markham, Markham's Journey to Local Sustainable Procurement, 2012, https://www.fcm.ca/Documents/presentations/2012/SCC2012/Markham_Journey_To_Local_Sustainable_Food_Procurement_EN.pdf.

13 Ville de Vancouver, Local Food, 2015, <http://vancouver.ca/green-vancouver/local-food.aspx#food-progress>.

14 Ville et comté de San Francisco, Ordinance Amending the San Francisco Administrative Code.



d'obtenir une réduction de leurs taxes municipales pour développer l'agriculture urbaine à petite échelle. L'agriculture urbaine est autorisée dans toutes les zones de San Francisco. De plus, il n'est pas nécessaire de se procurer un permis pour l'élevage d'abeilles ou de quatre poules/canards/petits animaux ou moins, ou encore de deux chèvres.¹⁵

g. **Charlottesville, Virginie: Local Food Hub**

i. **Initiative:** Le Local Food Hub est un organisme sans but lucratif qui distribue des fruits, des légumes et autres aliments. Les administrations municipales y ont participé en offrant un montant de 10 000 \$ US. Des fondations financent les frais du personnel, d'un véhicule et d'un quai de chargement. Le Food Hub fait la distribution de produits provenant de 70 producteurs, principalement dans un rayon de 64 kilomètres (40 miles) de Charlottesville.¹⁶

ii. **Résultats:** Le Food Hub a permis d'augmenter les ventes de produits agricoles de 25%, aidé à conserver 200 emplois et donné 45 tonnes (100 000 livres) de produits alimentaires pour lutter contre la faim.¹⁷

h. Stockholm a adopté une politique exigeant que 25% des achats de nourriture de la municipalité soient certifiés biologiques en vertu du règlement de l'UE sur les aliments biologiques. La municipalité achète de la nourriture pour des établissements préscolaires, scolaires et de soins aux aînés.¹⁸

Good Practices Documents and Links

- o **Best Practices in Local Food: A Guide for Municipalities** (en anglais seulement)
- o **Municipal Food Policy Entrepreneurs Report** (en anglais seulement)
- o **From the Ground Up: Guide for Soil Testing in Urban Gardens** — de la Ville de Toronto (en anglais seulement)

¹⁵ SF Environment, Animal Husbandry, consulté le 1er août 2015, <http://www.sfenvironment.org/buildings-environments/urban-agriculture/urban-agriculture-permits/animal-husbandry>.

¹⁶ Deloitte, Best Practices in Local Food: A Guide for Municipalities.

¹⁷ Local Food Hub, 2014, <http://localfoodhub.org/howitworks/>.

¹⁸ Stockholms Stad, The Stockholm Environment Programme 2012-2015, 2011, <http://international.stockholm.se/globalassets/ovriga-bilder-och-filer/the-stockholm-environment-programme-2012-2015.pdf>.



Services consultatifs

Natural Step Canada (TNSC) est un organisme caritatif national dont la mission vise à s'attaquer aux changements climatiques et à accélérer la transition vers une société véritablement durable qui évolue en fonction des limites de la nature. Son académie, ses services consultatifs et ses laboratoires de transition vers la durabilité font appel aux meilleures méthodes scientifiques, pensées systémiques et approches de facilitation pour aider les gens et les organisations à collaborer, à résoudre des problèmes complexes, à favoriser l'innovation, à optimiser le rendement et à entraîner des changements de système.

TNS Canada offre un cycle de fonctionnement pour les collectivités durables (**Service Cycle for Sustainable Communities**) afin d'aider les administrations municipales à planifier la durabilité et la résilience à long terme, à intégrer la durabilité à leur culture et à leurs activités, et à faire participer les intervenants communautaires à leurs plans de durabilité.

Pour en apprendre davantage, visitez le <http://naturalstep.ca/>

Le **Whistler Centre for Sustainability (WCS)** est un organisme caritatif dont la mission est d'inspirer et de faciliter une planification efficace et des conversations pertinentes pour établir un monde meilleur. WCS offre des occasions d'engagement communautaire innovatrices, la planification et la mise en œuvre de services pour les administrations municipales partout au Canada, en misant sur son expertise et son expérience au sein de plus de 40 collectivités. Les activités du centre s'inspirent de valeurs sociales, environnementales et économiques axées sur l'avenir afin que les produits livrables finaux soient globalement imprégnés de durabilité.

<http://whistlercentre.ca>